PSA CT VÉLIZY

16 avril 2019

Algérie, Soudan : le vent se lève

Au Soudan, les manifestants qui déferlaient sur Khartoum, la capitale, depuis décembre dernier au prix de dizaines de morts ont eu raison du dictateur en place depuis 30 ans, Omar El-Béchir, destitué jeudi 11 avril. Mohamed Ahmed Ibd Auf, un de ses proches qui l'avait remplacé, a dû partir lui aussi dès le lendemain, les manifestants refusant ce tour de passe-passe! C'est désormais un autre général, Abdel Fattah Abdelrahman dont on nous dit qu'il n'est pas de la bande à Omar El-Béchir – mais est tout de même général – qui a été mis en place. Pour combien de temps ?

De quoi faire le rapprochement avec ce qui se passe en Algérie où les manifestants ne se satisfont pas du départ de Bouteklika, remplacé par un de ses proches, Bensalah, dont la rue réclame le départ. En fait, le slogan le plus populaire en Algérie est aujourd'hui : « Qu'ils partent tous ! » Et la répression brutale tentée par la police n'a pas découragé les manifestants.

Huit ans après le Printemps arabe, le Printemps 2019 semble aller bien plus loin. Ce qui donne des sueurs froides à bien des dirigeants – en particulier au général Sissi, qui a confisqué la révolution égyptienne et dirige le pays d'une main de fer, jetant en prison des dizaines de milliers d'opposants.

Sissi ainsi que les autres dictateurs qui règnent sur l'Arabie saoudite, Oman, le Maroc et tant d'autres pays ont bien raison d'avoir peur. Au Soudan, comme en Algérie, sur fond de délabrement de l'économie, les femmes sont en pointe dans la révolte, signe sûr que la révolte qui gronde vient de loin.

Jusqu'à présent, les manifestants, tant au Soudan qu'en Algérie, n'ont cédé à aucun des pièges tendus par le pouvoir en place. Ils ne veulent pas d'un ravalement de façade mais la fin « du système », qu'ils identifient aux cliques au pouvoir.

Derrière ces cliques, il y a toute une bourgeoisie affairiste, dont une partie vit sur place, mais dont la partie la plus riche est composée des bourgeoisies américaine, française, européenne en général. Car tous ces pays sont fournisseurs de matières premières pour l'exploitation desquelles les grandes puissances impérialistes distribuent des prébendes, intronisent leurs hommes de main, attisent les conflits pour rester les maîtres d'un jeu sanglant dans lequel les populations ne peuvent qu'être victimes.

Il souffle un vent de révolutions en ce printemps 2019... qui pourrait bien, dans un avenir pas si lointain, traverser la Méditerranée. Après tout, en France, les Gilets jaunes non plus ne s'en laissent pas conter après cinq mois de mobilisation et là aussi, ce sont les femmes qui sont aux premiers rangs.

Européennes : votez et faites voter pour Lutte Ouvrière

Tout le monde, et Macron en tête, est parti dans la campagne pour les prochaines élections européennes. Comme n'importe quelle autre élection, celles-ci ne changeront pas la vie. Mais autant saisir cette occasion de plus, pour chacun et chacune d'entre nous, d'exprimer sa colère.

Une occasion d'exprimer notre rejet de la politique de Macron en faveur des patrons, que nous exprimons depuis des mois dans la rue, sur les ronds-points, avec les Gilets jaunes. Notre colère contre cette Europe des patrons, où partout fleurissent, comme en France, les attaques contre les droits du monde du travail, la baisse du pouvoir d'achat des salaires. Notre colère contre cette Europe prétendue unie et libre, mais entourée de

barbelés, avec sa chasse aux migrants qu'on laisse mourir en Méditerranée, alors que pour les capitaux et l'exploitation c'est la liberté de circulation la plus complète.

Nous invitons tous ceux qui se reconnaissent dans le combat internationaliste du monde du travail pour plus de justice sociale, en France et en Europe, où nous sommes exploités par les mêmes patrons, en butte aux mêmes attaques de la part des divers gouvernements, à voter et faire voter pour la liste Lutte Ouvrière menée par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier. Liste soutenue par le Nouveau parti anticapitaliste de Philippe Poutou et Olivier Besancenot.

À l'abordage!

Ce mercredi nos voisins en uniforme font le show! Notre chère direction met les locaux du site à la disposition des militaires pour un « entraînement »... et nous aussi en quise de spectateurs.

Et après ? Elle a prévu de distribuer le pop-corn ? Elle oublie un peu facilement que les locaux dont elle dispose ainsi sont peuplés de gens dont elle profite des surcharges de travail ! Que les pompiers extérieurs manoeuvrent au sein du site pour notre sécurité comme à la fin mars, oui, mais nous ne sommes les figurants d un parc à thème !

L'agenda permanent de la mobilité... pour mieux nous faire valser ?

Les semaines se succèdent et se ressemblent : nous sommes saturés de mails d'autopromotion des mesures de mobilité ayant pour but de nous pousser vers la porte de sortie : ateliers, conférences, témoignages d'anciens salariés, aux anges bien sûr d'avoir quitté PSA... et même des tests psychologiques !

Bref, la direction met le paquet pour nous faire valser : objectif 180 postes supprimés au titre du DAEC 2019 sur notre site. Quitte à être forcé de danser, on pourrait lui jouer un air bien différent sur le thème : un départ = une embauche !

Observatoire des métiers : les bouchées doubles ?

En 2 mois le DAEC nouvelle mouture a fait 7 adhésions, gageons que le rythme attendu n'est pas au rendez-vous. On n'a pas fini de se faire harceler par les agendas mobilité. La direction ne compte pas revoir ses mesures, même si ça craque de partout niveau charge de travail. Avec le dernier observatoire, elle ouvre encore un peu plus les vannes, dans l'arbitraire qu'on lui connaît pour nous pousser vers la sortie.

Il faut les arrêter

Ce sont 3240 postes supplémentaires qui ont été supprimés par la direction l'année dernière en France. Le groupe employait 126 000 salariés sur le territoire en 2005, 100 000 il y a 10 ans et... 64 560 au 31 décembre.

Pourtant, ce n'est pas le travail qui manque : au contraire, on croule dessous !

Salaires bloqués + suppressions de poste = toujours plus de dividendes pour les actionnaires. La seule manière de perturber cette équation est notre lutte collective!

Circulez, y'a rien à voir

Il y a plusieurs semaines, la direction de PSA annonçait la fermeture du site de Hérimoncourt et le transfert de son activité vers le site de Vesoul, en Haute-Saône.

Lors du Comité Central d'Etablissement qui s'est tenu lundi dernier, les représentants des salariés se sont vus adresser une fin de non-recevoir à leur demande d'expertise extérieure. Il faut croire que la direction n'aime pas trop qu'on mette le nez dans ses affaires... S'ils s'inquiètent qu'on découvre que l'activité y est rentable et que les finances de PSA se portent bien, qu'ils se rassurent : il n'y avait déjà plus grand monde pour en douter et la nouvelle fiche de paie de Tavares l'a encore récemment confirmé!

Quelques jours avant le CCE, les ouvriers s'étaient de nouveau mis en grève et avaient bloqué l'entreprise. C'est la voie à suivre et à généraliser.

La « poudre de perlimpinpin » de Macron

En raison de l'incendie de Notre-Dame, Macron a reporté sine die son intervention télévisée de lundi soir. Mais plusieurs médias ont révélé la teneur du discours qu'il aurait dû tenir. Notamment au supposé menu : la suppression de l'ENA, une dose de proportionnelle, un moratoire sur la fermeture des écoles et des hôpitaux, la réindexation d'une partie des retraites sur l'inflation, le plafonnement du nombre d'élèves par classe jusqu'au CE1... Peut-être également la réindexation des petites retraites sur l'inflation.

Tout un ensemble de mesures très timorées qui ne répondent en rien à l'urgence sociale pointée du doigt depuis 5 mois par les Gilets jaunes : ce qu'il faut, c'est une augmentation sensible des retraites, des pensions, des allocations. De quoi réellement « vivre et non survivre » comme on le lit dans les manifestations.

Cerise sur le gâteau : selon RTL, Macron avait notamment prévu de demander aux salariés de « travailler davantage » ! Pour le plus grand bonheur de nos patrons... ... Les Gilets jaunes, pas dupes pour un sou, ont prévu de redescendre dans la rue samedi prochain : ils ont raison !

De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat...

Pour regrettable qu'il soit, un édifice symbolique comme Notre-Dame qui s'écroule et les Arnault et Pinaut volent à son secours... Il y a bien d'autres édifices qu'on écroule sciemment et quotidiennement pour enrichir ces mécènes mais l'éducation et la santé n'ont jamais les faveurs de cette ferveur soudaine!

Quelques nouvelles de la planète des riches

Tom Enders, le PDG d'Airbus, vient de prendre sa retraite, à 60 ans. Il touchera une retraite de 900 000 € par an (60 % de son salaire). Mais, avec la clause de nonconcurrence (3,2 millions d'euros) et les actions gratuites acquises depuis 2014, c'est, selon le cabinet Proxinvest, 36,8 millions d'euros qu'Enders va toucher.

Quant à Dennis Muilenburg, PDG de Boeing, il a gagné 35 millions de dollars... en un an.

Sur fond de bras de fer politique hypocrite entre l'UE et les USA qui défend chacun son constructeur, qu'on ne se trompe pas sur la réalité de la cause : ce n'est jamais l'emploi qui gagne, mais les émoluments vertigineux des patrons et actionnaires. Ces messieurs volent très haut... seule la colère sociale leur remettra les pieds sur terre.